



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIG BENNES

ZA de Mont Saint Sébastien
77111 Soignolles-En-Brie

Références : E/25- **1738**
Code AIOT : 0006502713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juin 2025 dans l'établissement BIG BENNES implanté ZA Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 22 mai 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES
- ZA Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006502713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société BIG BENNES est autorisée, au bénéfice des droits acquis, par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 à l'exploitation du centre de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux dans la ZA de Mont-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111).

La société BIG BENNES est également soumise à :

- l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/217 du 12 novembre 2014 imposant la constitution de garanties financières et la modification de la rubrique n°2718-1 visée à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UD77/164 du 05 août 2016 imposant des prescriptions complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;
- l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/058 du 28 juin 2022 imposant des prescriptions complémentaires sur les valeurs limites d'émissions gazeuses et aqueuses visées à l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2023/DRIEAT/UD77/083 du 17 juillet 2023 imposant des prescriptions complémentaires suite aux modifications des conditions d'exploitation de l'installation mentionnées dans le porter-à-connaissance transmis le 22 avril 2022 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/165 du 20 novembre 2024 imposant des prescriptions complémentaires suite aux modifications des conditions d'exploitation de l'installation mentionnées dans le porter-à-connaissance transmis 6 octobre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	moyens incendie	AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.2	Demande d'action corrective	4 mois
2	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.12	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
6	Traitement des effluents	AP Complémentaire du 20/11/2024, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV	Demande d'action corrective	4 mois
11	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement, article R. 541-45	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Conformité aux plans et données techniques	AP Complémentaire du 20/11/2024, article 1.2	Sans objet
7	Contrôles niveaux d'émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4	Sans objet
9	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement, article L. 541-10-26	Sans objet
10	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement, article R. 543-155 (II)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu sur le site le 15 mai 2025, la visite de l'inspection des installations classées a notamment porté sur la gestion de l'incendie, la conformité des moyens incendie de l'installation et leur mise en œuvre.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les déchets générés par l'incendie avaient été évacués vers des centres de traitement dédiés et que certaines modifications avaient été apportées pour améliorer la gestion d'un incendie sur le site.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- l'absence de justificatif de la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures sur deux hydrants en simultané,
- l'absence du rapport d'intervention sur les caméras thermiques de la zone de l'incendie,
- l'absence du dimensionnement du débourbeur-déshuileur de la plateforme n° 1,
- l'entreposage de déchets sur une hauteur supérieure à 6 mètres,
- l'absence de l'enregistrement des bordereaux de suivi des VHU non dépollués admis sur le site dans Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : moyens incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : <p>La défense contre l'incendie est assurée au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs à eau, à poudre de type A, B et C,• d'extincteurs spécifiques pour feux électriques,• d'extincteurs sur roue à poudre polyvalente de 50 kg positionnés à proximités des bennes,• de réserves de sable maintenu meuble et sec,• des produits absorbants ou neutralisants appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou véhiculés,• d'une réserve d'incendie d'une capacité d'environ 1500 m³ équipée d'une aire permettant la mise en aspiration rapide des engins de secours dans celle-ci. L'exploitant présente en permanence un volume d'eau incendie minimal disponible de 720 m³. Ce suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,• d'une bâche souple de 720 m³ située en dehors du périmètre du site, à proximité de l'entrée principale du site, cinq poteaux incendie sont reliés par des canalisations à cette bâche de 720 m³. Ces poteaux sont implantés judicieusement à 100 mètres au plus du risque à défendre sur les plates-formes n° 1, 2 et 3 et sont distants entre eux de 150 m maximum ;• la bâche à incendie de 720 m³ permet également l'alimentation des robinets incendie armés (RIA) qui sont placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte tenu des pertes de charges dynamique créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément les deux RIA les plus défavorisés dans les conditions normales de pression ;• le réseau d'alimentation en eau potable communal permet d'alimenter :<ul style="list-style-type: none">◦ un poteau incendie public, alimentée rendu disponible le long de la voie communale n° 7, implanté à moins de 100 mètres au plus du risque à défendre sur la plate-forme n° 4 ;◦ un poteau incendie rendu disponible en face de l'entrée principale du site ;◦ un poteau incendie est situé à proximité de l'entrée de la zone Atelier, il est implanté à moins de 100 mètres au plus du risque à défendre sur la la zone Atelier ; <p>Une station de pompage permet de délivrer à l'ensemble des hydrants privés un débit unitaire de 60 m³/h sous 1 bar pendant deux heures et être conforme aux normes en vigueur.</p> <p>L'alimentation électrique de la station de pompage est secourue.[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau par les poteaux incendie. En cas d'indisponibilité partielle ou totale de cet équipement, l'exploitant met en œuvre tous les moyens compensatoires nécessaires et en informe l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées les attestations faisant apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour les hydrants :<ul style="list-style-type: none">◦ la conformité aux normes en vigueur,

- le débit et la pression mesurée individuellement de chaque hydrants,
- la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures sur deux hydrants en simultané,
- pour la réserve incendie de 720 m³ et de 1500 m² :
 - la conformité aux normes en vigueur,
 - le volume d'eau de la réserve garantie en tout temps
 - la présence d'un raccord et d'une plate-forme d'aspiration conforme.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.
[...]

Constats :

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 14 novembre 2024.

Les 2 surpresseurs et le surpresseur de secours permettant d'assurer la pression d'alimentation du réseau de RIA ont été contrôlés le 3 avril 2025.

Le contrôle et l'entretien des pompes de la station de pompage pour l'alimentation des poteaux incendie privés du site ont été réalisés le 03 avril 2025.

La vérification générale périodique du groupe électrogène de secours de la station de pompage a été réalisée le 27 mars 2025.

La procédure d'actionnement de la station de pompage et du groupe électrogène de secours est affichée sur l'armoire d'alimentation des pompes.

Le contrôle du débit et de la pression individuels des 5 poteaux incendies privés a été réalisé le 18 octobre 2024.

L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de présenter un justificatif de la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures, sur au moins 2 hydrants en simultané.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire justifier de la capacité du réseau à assurer un débit de 120 m³/h pendant une durée minimale de 2 heures, sur au moins 2 hydrants en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 712
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : <p>Les zones de dangers sont équipées de systèmes de détection automatique d'un incendie dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.</p> <p>La surveillance d'une zone de dangers ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les alarmes délivrées par les systèmes de détection sont immédiatement reportées vers le personnel de gardiennage et/ou dans les locaux de la Société de télésurveillance.</p> <p>L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces opérations.</p> <p>Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et traitement du signal sont à sécurité positive.</p>
Constats : <p>Suite à l'incendie du 15 mai 2025, l'exploitant a constaté que le niveau de sensibilité des caméras thermiques et infrarouge de détection incendie n'était pas correctement réglé, ainsi que l'orientation des caméras au niveau de la zone d'incendie.</p> <p>La société en charge de la maintenance des caméras est intervenue la première semaine du mois de juin pour abaisser le niveau de sensibilité des caméras et réorienter certaines caméras de la zone de l'incendie. L'exploitant était dans l'attente du rapport d'intervention.</p> <p>A la suite de la visite du 11 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le positionnement et les différentes fonctions du dispositif des caméras présentes sur l'ensemble du site dans le document de plan de défense contre l'incendie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'intervention sur les caméras thermiques à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le plan de défense contre l'incendie était en cours de finalisation.

A la suite de la visite, l'exploitant a transmis le 20 juin 2025, le document finalisé qui est commun aux sites BIG BENNES et E3D.

Le document a été transmis au SDIS 77 et à la caserne d'incendie et de secours de Guignes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

Constats :

Un exercice de défense contre l'incendie en situation réelle a été organisé avec le SDIS le 8 février 2025.

L'exercice a fait l'objet d'un compte-rendu qui a été transmis à l'inspection des installations classées.

Le rapport conclut à 4 actions à envisager pour améliorer l'intervention des services de secours en

cas d'incendie.
L'exploitant précise à l'inspection que les équipes du SDIS viennent s'entraîner tous les deux mois sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité aux plans et données techniques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/11/2024, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Conditions générales
Prescription contrôlée : « Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 25 mai 2012 et modifié par le porter-à-connaissance déposé le 06 octobre 2023, complété le 08 août 2024. En tout état de cause, elles respectent les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 035 du 29 mars 2013 complété et les réglementations en vigueur ».
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est disposée et aménagée selon les plans et données techniques contenus dans le porter-à-connaissance du 06 octobre 2023, complété le 08 août 2024. Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que la réalisation du nouveau bassin des eaux pluviales des plates-formes 2, 3 et 4 était achevée. Un débourbeur-déshuileur a été mis en place en amont du bassin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/11/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de la plate-forme n° 1 sont collectées et dirigées vers le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres via un débourbeur-déshuileur placé en amont d'une vanne d'isolement. Les eaux pluviales des plates-formes 2, 3 et 4 sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin bétonné et étanche d'un volume d'au moins 1 461 m ³ situé sur la plateforme n°2. Ces eaux pluviales transitent par une installation de traitement des eaux avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres. Une vanne d'isolement est placée en aval de la plate-forme n° 4.

Les eaux pluviales de la plateforme n° 5 sont gérées par infiltration. En cas de pluie importante, les eaux s'écoulent vers un fossé drainant d'un volume de 100 m³ situé au Nord de la plateforme n° 5. Les eaux collectées sont stockées et rejetées à un débit limité de 1 l/s dans le drain principal. Un obturateur situé au niveau du trop plein, permet de retenir les eaux en cas de pollution ou d'incendie sur la plateforme n° 5.

Les dispositifs d'obturation respectent les dispositions de l'article 4.5.2.

Le débit de rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal est limité à 1 l/s/ha.

Tout rejet d'effluent dans le réseau eaux pluviales communal se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public.

Les débourbeurs-déshuileurs sont conçus, dimensionnés, entretenus, exploités et surveillés de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.6.4.3 et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

L'exploitant établit un programme d'entretien du bassin et des débourbeurs-déshuileurs. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les déchets qui sont collectés dans les débourbeurs-déshuileurs et dans la station de traitement des eaux doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 8.

Constats :

L'exploitant a établi un programme d'entretien du bassin et des débourbeurs-déshuileurs :

- le nettoyage et curage des débourbeurs-déshuileurs est réalisé deux fois par an,
- le pompage et nettoyage du nouveau bassin sera réalisé une fois par mois.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les BSDD du dernier entretien des équipements datés du 27/05/25, du 03/06/25 et du 04/06/25.

Les BSDD du 16/05/25 et du 19/05/2025 de traitement des eaux incendie ont également été transmis à l'inspection des installations classées.

Le fonctionnement des dispositifs d'obturation est contrôlé tous les deux mois.

Les contrôles sont consignés dans un registre qui a été transmis à l'inspection des installations classées.

Le dernier contrôle a été réalisé le 6 juin 2025.

L'inspection des installations classées reste toutefois dans l'attente de la transmission par l'exploitant d'un justificatif relatif au dimensionnement du séparateur à hydrocarbure de la plateforme n° 1 à l'entrée de site, en tenant compte des surfaces collectées.

Suite à la visite, l'exploitant n'a toujours pas transmis le justificatif de dimensionnement de cet

équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de justifier du dimensionnement du débourbeur-déshuileur de la plateforme n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Contrôles niveaux d'émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des bruits et vibrations
Prescription contrôlée :
L'exploitant fait réaliser, à ses frais, tous les trois ans une mesure des niveaux des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zones d'émergence réglementée les plus proches par une personne ou un organisme qualifié.
Constats :
L'exploitant a fait réaliser les mesures des niveaux des émissions sonores du 26 au 27 mars 2024 et du 23 au 24 mai 2024.
Le rapport d'essais daté du 24 mai 2025 a été transmis à l'inspection des installations classées.
Les résultats des mesures sont conformes en zone à émergence réglementée et en limite de propriété de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée :
[...] La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. [...]
Constats :
L'inspection des installations classées a constaté que certains entreposages de déchets étaient

supérieurs à 6 mètres de hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de respecter une hauteur maximale d'entreposage des déchets de 6 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur de la filière VHU, l'exploitant a justifié auprès de l'inspection des installations classées avoir contractualisé le 18 décembre 2024 avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route

Constats :

L'exploitant déclare procéder à une reprise sans frais des VHU qui lui sont remis par leur détenteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant est inscrit sur le registre national Trackdéchets.

L'exploitant a déclaré ne pas avoir été informé et ignorer le fait de devoir procéder à l'enregistrement des VHU acceptés sur le site sur Trackdéchets et créer un bordereau de suivi pour tout VHU réceptionné sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'enregistrement des bordereaux de suivi des déchets dangereux, dans l'application Trackdéchets, pour tout VHU non dépollué admis au cours de l'année 2025, que ces VHU soit remis par des professionnels (garagistes, fourrières, centre VHU, épavistes autorisés, domaines, etc) ou des particuliers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois